



PROJECT MUSE®

*Victor Rodde. L'enragé du Bon sens (1792-1835) : une vie de combat pour le bien public et la liberté de la presse* by Camille Noé Marcoux, and: *Un enfant du siècle. Albert Laponneraye, révolutionnaire, historien et journaliste* by Philippe Darriulat (review)

Claire Fredj



Le mouvement social, Numéro 268, juillet-septembre 2019, pp. 208-210 (Review)

Published by Association Le Mouvement Social

➔ For additional information about this article

<https://muse.jhu.edu/article/746818>

**Camille Noé MARCOUX, Victor Rodde. *L'enragé du Bon sens (1792-1835) : une vie de combat pour le bien public et la liberté de la presse*, Bassac, Plein Chant, « Gens singuliers », 2018, 284 p.**

**Philippe DARRIULAT, *Un enfant du siècle. Albert Laponneraye, révolutionnaire, historien et journaliste*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Histoire », 2019, 276 p.**

Deux ouvrages récents retracent la trajectoire de deux hommes qui, sans être des acteurs de premier plan, ont occupé une position moyenne permettant d'observer à un autre niveau l'histoire politique du premier XIX<sup>e</sup> siècle en mettant en lumière ceux qui, derrière les leaders mieux connus, ont aussi fait vivre l'opposition au régime, en mettant notamment leur plume au service d'un projet politique.

On sait peu de choses de Jean-François Victor Rodde (1792-1835), dont Camille Noé Marcoux éclaire le parcours. Né au Puy-en-Velay, membre actif de la jeunesse libérale clermontoise, il fonde, en 1820, avec l'avocat et militant carbonaro Antoine Dessaigue, le semi-hebdomadaire *L'Ami de la Charte : journal du Puy-de-Dôme*, dont le journaliste et chansonnier Jean-Joseph Vaissière dirige la rédaction. L'agence administrative qu'il crée en 1823 lui procurera une certaine aisance. Elle s'occupe de placement de domestiques, d'annonces de logements, de ventes immobilières, fournit aussi une aide administrative, autant de manières possibles, selon Rodde, « d'œuvrer à une meilleure justice sociale » (p. 27). Dénonçant diverses affaires de corruption au sein de la municipalité clermontoise, il est condamné, en 1825 puis en 1830. À l'été, cependant, le climat change et Rodde, qui a immédiatement pris fait et cause pour la Révolution de Juillet, est nommé receveur des finances de la sous-préfecture d'Amber. Il défend la suppression des taxes indirectes sur les sels et les boissons et la « mise en place d'un impôt direct calculé sur des conditions proportionnelles ». De plus en plus critique vis-à-vis du tournant conservateur pris par le gouvernement, il est destitué.

On le trouve à Paris en 1832 où il se lance dans une carrière de journaliste en fondant avec l'écrivain républicain Cauchois-Lemaire *Le Bon Sens. Journal populaire de l'opposition constitutionnelle*, d'abord hebdomadaire puis quotidien. Son prix (1 puis 2 sous) témoigne de sa volonté de toucher un lectorat populaire. Il reçoit le soutien de plusieurs membres de l'opposition radicale, dont Armand Marrast, et s'assure des contributions variées, comme celles de Michel Altaroché, chansonnier et futur rédacteur en chef du *Charivari*, de Louis Marie de Cormenin, de Louis Blanc... Sans se revendiquer explicitement républicain, Rodde soutient les droits des ouvriers, notamment le droit à l'association et le droit au travail ; il défend également l'accès des prolétaires à la culture, l'élargissement de la base électorale, une meilleure répartition des impôts et souhaite également toucher un public féminin.

La seconde partie du livre relate la véritable guerre menée par la police parisienne contre *Le Bon Sens* et ses collaborateurs, alors que les lois sur la presse restreignent de plus en plus sa liberté : violence contre les lecteurs et contre les porteurs, arrestations, refus de visa, saisies, procès, nombreux sont les moyens pour tenter d'asphyxier économiquement un journal. Camille Noé Marcoux montre l'inventivité déployée pour détourner les lois antilibérales et vendre le journal : poursuites judiciaires, constats par huissier, lettres ouvertes, duels, manifestations comme celle qui, en octobre 1833, réunit place de la Bourse près de 10 000 personnes au nom de la défense de la liberté. La justice, souvent saisie, applique la loi et, pour ces raisons, ne donne pas forcément tort à Rodde. À sa mort fin 1835, Martin Maillefer et Louis Blanc reprennent le journal qui cesse de paraître en 1839, un an après que ce dernier l'a quitté pour fonder la *Revue du progrès*.

La biographie d'Albert Laponneraye (1808-1849), auquel Philippe Darriulat a consacré sa thèse, a pour ambition de saisir ce que fut la trajectoire d'un révolutionnaire de l'âge romantique et sociale. L'ouvrage prend deux directions : l'une s'intéresse au rapport à l'histoire qu'entretient Laponneraye, l'autre est davantage tournée vers son action politique, ces deux aspects s'interpénétrant souvent. L'existence politique de Laponneraye, fils d'un officier contre-révolutionnaire, commence le 6 novembre 1831 lorsque, dans l'école de la rue Thévenot qu'il possède, il ouvre la première séance de son « Cours public d'histoire de France depuis 1789 jusqu'à 1830 », destiné aux ouvriers. C'est la première manifestation publique d'une histoire « républicaine et néo-jacobine » (p. 53). Dans un contexte intellectuel marqué par les écrits historiques de libéraux comme Thiers, Mignet ou Guizot, Laponneraye devient l'historien de référence de la gauche républicaine, auteur de nombreux ouvrages – dont on regrettera de ne pas trouver une liste en annexe. Alors que, depuis la Révolution, une nouvelle perception du temps et de la société amène de nombreux acteurs de la politique à s'intéresser à l'histoire pour comprendre ce qui a provoqué 1789 et ses suites, l'histoire n'est pas seulement un récit, mais aussi un appel au combat au présent. L'historien est un conteur et un passeur : parce que la république démocratique est le but, il faut réhabiliter l'expérience jacobine déconsidérée par les libéraux et la contre-révolution. Qualifié en 1863 de « robespierrôlâtre », Laponneraye a, un des premiers, justifié la violence révolutionnaire commise au nom des intérêts supérieurs de la nation. Il est plus encore un révélateur, qui dévoile le but ultime de l'histoire, l'avènement de l'égalité. Finir la Révolution française passerait par la renaissance et le dépassement du modèle qu'aurait été le Comité de Salut public. Ainsi, l'histoire aidera les hommes de 1830 à imposer un autre dénouement que celui qu'ont connu les hommes de 1789.

La seconde partie analyse la manière dont l'historien, pour « finir l'histoire », s'engage en politique, avec plus ou moins de succès. Laponneraye met en avant les réformes sociales qui auraient pu compléter l'œuvre de la Convention et permis de mobiliser le peuple derrière les montagnards, reprenant certains objectifs de l'extrême gauche démocratique, comme l'égalité économique par la régulation de l'économie par la puissance publique, l'organisation du travail, l'association des travailleurs, souvent dans un certain flou conceptuel. Son combat l'amène pour plusieurs années à la prison de Sainte-Pélagie (1832-1837). Il est rédacteur au *Populaire* et tente de faire vivre *L'Intelligence* (1837) puis *La Propagande démocratique* (1839), qui devaient être autant de tribunes de la gauche républicaine.

La révolution démocratique, pourtant, n'a pas lieu et, après avoir cru que sa génération, celle des républicains nés entre 1800 et 1810, pourrait jouer un rôle extraordinaire en parachevant l'œuvre de 1789, il expérimente dans les années 1840 les affres de la désillusion. En même temps qu'il semble engager un processus de « dépolitisation » (p. 107) de ses écrits historiques, il semble aussi se désengager du monde politique où il ne trouve pas sa place au sein d'une extrême gauche qui ne cesse de se diviser. Personnalité relativement indépendante du parti républicain, Laponneraye n'en est pas moins assimilé à son aile la plus extrême, bien qu'il demeure étranger à la « culture des armes » qui irrigue alors les sociétés secrètes républicaines (p. 212). Marginalisé, il semble passer à côté du mouvement de la Réforme ; on ne le trouve pas dans la campagne des banquets.

Lorsque la République s'impose, alors qu'on ne l'attendait pas, son rapport au temps se transforme radicalement. Contrairement à 1830, 1848 lui apparaît non comme un rejeu, mais comme un moment singulier appartenant à une modernité politique irréductible à un modèle historique (p. 190). La connaissance du passé, nécessaire, n'a que peu d'utilité pour l'action militante quotidienne avec laquelle

il se confronte puisqu'on le retrouve à Marseille, responsable de l'organisation des démocrates des Bouches-du-Rhône. Il meurt en septembre 1849, au moment même où il commence à jouer un rôle politique effectif.

L'ambition et l'ampleur des deux ouvrages diffèrent ; ils traitent cependant tous deux de la manière dont peut s'énoncer, au temps des monarchies censitaires, selon une radicalité plus ou moins revendiquée, le discours de la justice sociale et de la démocratie, la manière dont celui-ci peut se diffuser et comment il s'insère dans les nombreux projets de société que le terme de République, encore labile en 1848, a fini par englober.

Claire FREDJ

**Frédéric CHAUVAUD, François DUBASQUE, Pierre ROSSIGNOL et Louis VIBRAC (dir.), *Les vies d'André Léo. Romancière, féministe et communarde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, « Archives du féminisme », 2015, 354 p. Préface de Michelle Perrot.**

Cet ouvrage, fruit d'une collaboration fructueuse entre des universitaires et des militants associatifs attachés à valoriser le patrimoine local, contribue à rendre justice à une grande figure féministe du mouvement ouvrier de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Léodile Béra, sous le nom d'André Léo, fut une écrivaine prolifique et polyvalente. On lui doit, en effet, une trentaine de romans, plus d'une centaine d'articles, une dizaine d'essais politiques et de très nombreux contes pour enfants. Progressivement tirée de l'oubli depuis la fin des années 1970 grâce à l'essor des études universitaires consacrées à l'histoire des femmes et au développement d'associations dédiées à la mémoire locale, telle la société des « amis d'André Léo », cette femme de lettres, ayant pris part à la Commune de Paris, née en 1824 à Lusignan, en Poitou, est aujourd'hui mieux connue grâce à l'ambitieux programme de recherche initié par Frédéric Chauvaud et François Dubasque, respectivement professeur et maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Poitiers, coordinateurs de cet ouvrage.

La première partie du livre, centrée sur les trajectoires de vie, explore les événements de la sphère privée comme de la sphère politique, lesquelles furent étroitement mêlées chez André Léo. Cette dernière épousa en 1851 Grégoire Champseix, républicain, disciple de Pierre Leroux, réfugié à Lausanne pour échapper aux poursuites pour délit de presse dont il faisait l'objet, et fut, après son veuvage, la compagne de Benoît Malon, militant de l'Association internationale des travailleurs et communard, de dix-sept ans son cadet. De son mariage avec Grégoire Champseix, elle eut deux fils jumeaux, André et Léo, nés en 1853. C'est à partir de leurs prénoms qu'elle forma son nom de plume : une façon de s'affirmer comme femme et comme mère au moment même où elle endossait, probablement pour faciliter la parution de ses écrits, une identité masculine.

Devenue veuve en 1863, peu de temps après la publication de *Mariage scandaleux*, qui lui valut une certaine notoriété, elle fut contrainte d'écrire et de publier pour pourvoir aux besoins de sa famille. Mais c'est sans dévier vers des sujets futiles et sans jamais trahir ses convictions qu'elle publia, sous le Second Empire, une dizaine d'œuvres et de nombreux articles qui s'organisent autour de trois axes majeurs : la dénonciation du sort fait aux femmes dans la France postrévolutionnaire, l'éducation, le socialisme.

Après sa participation à la Commune de Paris, malheureusement à peine évoquée dans l'ouvrage, Léodile Béra se réfugia en Suisse avec ses enfants et Benoît Malon, dont elle se sépara en 1878. Elle s'installe alors en Italie et y séjourne, de